

Communiqué de presse:**VERS OÙ CE RÉGIME SANGUINAIRE MÈNE-T-IL NOTRE PAYS?**

16 mai 1998 - 16 mai 2026 : 28 ans se sont écoulés depuis l'assassinat de Seth Sendashonga à Nairobi, au Kenya, en plein jour. Cela fait également 7 ans que le président du Rwanda, Paul Kagame, a publiquement revendiqué cet acte ignoble lors d'une retraite de hauts responsables gouvernementaux tenue à Gabiro en février 2019.

Seth Sendashonga était l'un des Rwandais qui ont combattu l'injustice dès leur jeune âge. Il était attaché à la lutte pour la démocratie. Prônant l'unité et la réconciliation, il souhaitait que tous les Rwandais aient des chances égales dans leur pays. Lorsqu'il fut ministre de l'Intérieur et du Développement communal entre juillet 1994 et août 1995, il dénonça fermement de multiples crimes perpétrés par l'armée du FPR dirigée par le général Paul Kagame. C'est à ce moment-là que le complot visant à l'assassiner a vu le jour.

A l'occasion de l'anniversaire de ce triste événement et pour honorer la mémoire de ce héros, Institut Seth Sendashonga pour la citoyenneté démocratique, en abrégé ISCID asbl, adresse à tous les Rwandais et aux amis du Rwanda le message suivant :

- 1) Cela fait 32 ans que le FPR Inkotanyi est au pouvoir au Rwanda. À aucun moment ce régime n'a voulu pacifier le pays. Il restera dans l'histoire le régime le plus cruel et le plus sanguinaire que le Rwanda ait connu. L'assassinat du survivant du génocide des Tutsi, Aimable Karasira Uzaramba, le 6 mai 2026, jour où il devait être libéré de la prison de Mageragere dans laquelle il venait de purger une peine de 5 ans, est l'un des signes de la nature sanguinaire de ce régime. Ce crime s'ajoute à de nombreux autres planifiés et exécutés par ce gouvernement dirigé par Paul Kagame. La liste des personnes tuées, certaines présentées comme s'étant suicidées, d'autres prétendument abattues par la police en légitime défense, ou portées disparues, est devenue très longue. Frères et sœurs, cela est intolérable. Le régime sanguinaire de Paul Kagame doit être mis hors d'état de nuire. Trop c'est trop.

- 2) Sept mois après la signature des accords de Washington destinés à mettre fin à la guerre de 30 ans menée par le gouvernement du FPR contre la République démocratique du Congo, les combats se poursuivent et la situation entre les deux pays reste très tendue. Les États-Unis d'Amérique ont imposé des sanctions pour faire pression sur Paul Kagame, mais celui-ci est resté défiant. Les conséquences de ces sanctions sont bien là : la faim qui ravage dans plusieurs ménages et la pauvreté qui augmente parmi les Rwandais, la hausse des prix, l'augmentation du chômage. En bref, c'est la détérioration des conditions de vie des plus vulnérables. Il n'y a plus à douter que l'entêtement de Kagame est un suicide qui entraîne le pays à de très graves conséquences. Outre son arrogance et le sacrifice de la jeunesse rwandaise, Paul Kagame n'a plus la capacité de poursuivre le pillage dans lequel il s'est engagé, d'autant plus que les puissances qui l'ont soutenu l'appellent désormais à arrêter. Il a perdu la guerre au Congo. Il devrait le reconnaître, avec honte bien sûr : la guerre qu'il a déclenchée et qui a fait des millions de morts des deux côtés, déstabilisant toute la région, cette guerre est perdue.
- 3) L'Institut Seth Sendashonga reste préoccupé par la manière dont le FPR continue de déformer l'histoire de notre pays afin de discréditer le groupe ethnique hutu. À cet égard, le ministre de l'Unité nationale, Dr Jean Damascène Bizimana, veut faire entendre à plusieurs reprises dans ses discours à travers le pays que le génocide des tutsi en 1994 est sans lien avec l'attentat perpétré par le FPR contre l'avion transportant notamment les présidents Juvénal Habyarimana, du Rwanda et Cyprien Ntaryamira, du Burundi, et qui emporta toutes les personnes qui étaient à bord. Il veut faire également croire que cette tragédie est sans lien avec la guerre qui a été lancée par le FPR le 1er octobre 1990, une guerre qui opposait, d'un côté, des rebelles essentiellement tutsi, et, de l'autre côté, des forces gouvernementales majoritairement hutu. Le ministre Bizimana soutient que l'origine du génocide contre les Tutsi de 1994 se trouve dans la lutte politique menée par les leaders Hutu peu avant l'indépendance du pays, en particulier ceux qui se sont levés contre l'injustice d'un régime monarchique qui a régné pendant plus de 400 ans. Nous rappelons que la Révolution de 1959 est en grande partie le résultat de l'entêtement des

dirigeants de l'époque qui refusaient toute réforme pacifique. Aucun Rwandais ne devrait avoir honte du fait qu'il y ait eu des patriotes courageux qui se sont levés pour abolir des systèmes tels que « ubuhake » et « uburetwa », des formes d'exploitation et de servitude féodale d'une grande partie de la population par une petite minorité et qui étaient héréditaires. L'Institut Seth Sendashonga insiste sur le fait qu'une véritable unité nationale ne peut se construire en falsifiant l'histoire du pays.

- 4) L'Institut Seth Sendashonga exhorte à nouveau les Rwandais, en particulier les jeunes, à comprendre que les graves problèmes du pays ne se résoudront pas d'eux-mêmes. La communauté internationale, bien que son soutien soit nécessaire, ne mettra pas fin à ce régime sanguinaire à notre place. Il est de notre responsabilité, en tant que Rwandais, de faire tout notre possible pour léguer aux générations futures un pays où chaque citoyen se sent en sécurité et dispose des mêmes chances d'utiliser son intelligence et sa force pour prospérer. Nous appelons les Rwandais, partout où ils sont, à rejeter le mal qui met le pays en danger. Opposez-vous à ce régime condamné dans le monde entier, à travers notamment les diverses résolutions récentes du Conseil de sécurité des Nations Unies.
- 5) L'Institut Seth Sendashonga appelle les pays amis et les organisations de défense des droits de l'homme à rester vigilants en cette période où notre pays semble traverser une situation critique. De nombreux signes indiquent que le gouvernement actuel est prêt à utiliser tous les moyens pour réprimer toute idée ou tout projet visant un changement politique. Sans la crainte des pressions et des sanctions internationales, il ne fait aucun doute que de nombreux prisonniers politiques et journalistes détenus à Mageragere auraient déjà connu un sort tragique. L'assassinat d'Aimable Karasira Uzaramba le jour même où il devait être libéré est un message qui ne doit pas être ignoré. Les prisonniers politiques sont en grave danger.

À l'ère des avancées technologiques, notamment en matière de communication, le monde est souvent décrit comme un village global. Comment les atrocités peuvent-

elles continuer à être commises au Rwanda tandis que leurs auteurs restent impunis? Que fait la justice internationale?

Fait à Bruxelles, le 16 mai 2026

Jean-Claude Kabagema

Président de l'ISCID asbl

